



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche-sur-Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche-sur-Yon, le 24 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPBI JEANNEAU

Route de la Roche-sur-Yon
BP 529
85500 Les Herbiers

Références : D23.0459

Code AIOT : 0006300914

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement SPBI JEANNEAU implanté Route de la Roche-sur-Yon BP 529 85500 Les Herbiers. L'inspection a été annoncée le 27/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel de l'inspection des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPBI JEANNEAU
- Route de la Roche-sur-Yon BP 529 85500 Les Herbiers
- Code AIOT : 0006300914
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPBI – Chantiers JEANNEAU exploite une usine de fabrication de bateaux de plaisance sur la commune des Herbiers. L'usine s'étend sur 35 hectares et comporte une trentaine d'ateliers aux activités nécessaires à la construction de bateaux : ébénisterie, moulage, montage, ébarbage, divers locaux de stockage, etc. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 13/09/2001 et a connu de nombreuses modifications depuis cette date.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection de 2021 (les suites de l'inspection de 2022 seront traitées au travers de l'instruction du dossier de mise à jour déposé en décembre 2021)
- Risque foudre
- Stockage et emploi de peroxydes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite inspection de 2021 - Convention de rejet des eaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34	/	Sans objet
2	Suite inspection de 2021 - Rejets d'eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 13/09/2021, article 4.5.3.2.2	/	Sans objet
3	Suites inspection 2021 - Bruit	Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 7.1.2	/	Sans objet
4	Risque foudre - Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
5	Risque foudre - Mise à jour des études	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
6	Risque foudre - Vérification des installations de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
7	Peroxydes - Etude technico-économique	Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 33	/	Sans objet
9	Peroxydes - Température de stockage	Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 16	/	Sans objet
10	Peroxydes - Température de stockage selon les FDS	Règlement européen REACH du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
11	Peroxydes - Contrôle préalable de la température	Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 17	/	Sans objet
12	Peroxydes - Emploi	Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 18	/	Sans objet
13	Peroxydes - Engins de manutention	Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 19	/	Sans objet
17	Peroxydes - Détection et lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 3.3.1	/	Sans objet
18	Capacités de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Peroxydes - Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 3	/	Sans objet
14	Peroxydes - Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 23	/	Sans objet
15	Peroxydes - Chauffage du local de stockage	Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 24	/	Sans objet
16	Peroxydes - Risque de solidification	Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les peroxydes stockés et employés sur le site des Herbiers sont de type D et E, correspondant à une catégorie de risque d'emballage thermique intermédiaire. Le stockage est effectué dans un local dédié, de conception correcte, isolé thermiquement et protégé contre le risque incendie. Quelques écarts à la réglementation spécifique au stockage de peroxydes ont néanmoins été relevés auxquels il faut remédier : remplacement du dispositif de mesure de la température par une sonde de mesure en continu, reliée à un dispositif d'alarme sonore et visuelle, modification des pratiques actuelles de prise d'échantillon (elle doit être déplacée hors du local de stockage), formalisation des actions en cas de dépassement des températures d'alerte (T1 et T2). Ces actions correctives ne posant pas de difficulté particulière, l'exploitant doit mettre en place un plan d'actions ambitieux en termes de délais.

L'inspection a également porté sur le risque foudre. Compte tenu des modifications apportées au site depuis la réalisation des études foudre et de l'absence de vérification conforme aux prescriptions techniques des installations de protection, la protection du site contre ce risque naturel pourrait ne plus être assurée. Il convient de lever le doute rapidement, et le cas échéant à mettre en place les protections complémentaires nécessaires, ce à quoi l'exploitant s'est engagé par la réalisation d'une vérification complète des installations de protection contre la foudre avant la fin de l'année et d'une mise à jour des études foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection de 2021 - Convention de rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. [...]
Constats : <u>Constats de l'inspection du 24 juin 2021 :</u> Pas d'avancées sur la révision de la convention datant de 1994. L'exploitant juge non acceptables les propositions de VEOLIA, fermier de la station d'épuration de la communauté de communes « Pays des Herbiers ». L'exploitant ajoute que ses rejets font l'objet de contrôles conformément à son arrêté préfectoral, et qu'aucun dépassement n'est constaté au regard des valeurs limites fixées à l'article 4.5.3.2.2. Ce point n'ayant pu être vérifié lors de la visite, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats de la dernière campagne de mesures justifiant de la conformité des rejets à l'article 4.5.3 de l'arrêté préfectoral du 13/09/2001. <u>Constats de la présente inspection :</u> La révision de la convention de rejet fait toujours l'objet d'échanges entre l'exploitant et la collectivité : des tests ont été réalisés sur le site en août 2023 pour vérifier l'absence d'introduction d'eaux pluviales dans les rejets d'eaux usées. Aucune anomalie n'a été détectée. La signature d'une nouvelle convention est prévue pour le printemps 2024. Dans l'attente, la convention de rejet autorisant le site des Herbiers à rejeter ses effluents dans le réseau communal et visée par l'arrêté d'autorisation préfectoral du 13/09/2001, est toujours en vigueur. Concernant l'analyse des rejets demandée en 2022 : cf. point de contrôle n°2. Compte tenu de la modification des rejets d'eaux industrielles (cf. point de contrôle n°2) et des discussions en cours sur la révision de la convention de rejet toujours en vigueur, le constat effectué en 2021 et qualifié de « susceptible de suites » est maintenu. Observations : L'exploitant est invité à s'assurer qu'il sera en mesure de respecter les valeurs limites d'émission définies dans la future convention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suite inspection de 2021 - Rejets d'eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2021, article 4.5.3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

[...]

Avant rejet au réseau d'assainissement communal, les effluents doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- pH compris en 5,5 et 8,5
- température inférieure à 30°C

Paramètres	Concentration (mg/l) sur 24 heures
MES	600
DBO ₅	800
DCO	2 000
Azote global	150
Phosphate total	50

[...]

Constats :

Les effluents industriels étaient à l'origine constitués d'eaux provenant du pré-traitement des boues issues des systèmes de filtration des cabines à peinture équipées de rideaux d'eau. Ces effluents n'existent plus aujourd'hui (suppression des cabines de peinture à l'origine de ces effluents). Les effluents industriels sont désormais constitués :

- des eaux de lavage des bateaux (utilisation d'un produit lessiviel),
- des eaux de surverse et de vidange des bassins de test d'étanchéité des bateaux (utilisation de produits chlorés).

Ils sont rejetés au point dénommé "sortie Parc".

Les résultats des analyses sur ce point de rejet en 2022 et 2023 montrent quelques non-conformités aux valeurs-limites :

- pH : 8,8 en 2022 et 8,9 en 2023,
- azote global : conforme en 2022 et 206,8 mg/l en 2023.

Observations :

La convention de rejet dans le réseau communal, qui fixera les valeurs-limites acceptables pour la station d'épuration urbaine (STEP), est en cours de discussion. Il est rappelé que les valeurs fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/09/2001 sont issues de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 qui précise notamment : *"Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures si l'étude d'impact ou l'étude d'incidence démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement."*

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites inspection 2021 - Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 71.2

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

En limite de propriété de l'établissement, le niveau acoustique doit être inférieur ou égal aux valeurs limites suivantes :

	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	De 7 h 00 à 22 h 00	De 22 h 00 à 7 h 00
Toutes les limites de propriété	65	55

Les mesures sont effectuées selon la norme NFS 31 010.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voies aériennes ou solidiennes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 23 janvier 1997, ces émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergences réglementées et dans le cas d'installations existantes dans les zones émergences réglementées situées à plus de 200 mètres de la limite de propriété concernée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf samedis - dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Constats :

Constats de l'inspection de 2019 : Une mesure de bruit du 18/07/2017 a mis en évidence des émergences de bruit non conformes.

L'exploitant a engagé une série de travaux qui ne sont pas encore terminés (modifications sur l'atelier ébénisterie notamment). Il s'est engagé à effectuer une nouvelle campagne de mesure sonore à l'été 2020.

L'exploitant doit donc confirmer son engagement de réaliser une nouvelle campagne de mesure sonore cette année.

Constats de l'inspection de 2020 : Compte tenu de la réduction d'activité constatée liée à la pandémie Covid-19, l'exploitant n'a pas pu réaliser une nouvelle campagne de bruit.

Constats de l'inspection du 24 juin 2021 : Lors de la visite, l'exploitant indique que les mesures sont programmées pour juillet 2021. Une commande passée en juin auprès d'ALFACOUSTIC est présentée. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats de la campagne de mesures de bruit prévue en juillet 2021.

Constats de la présente inspection :

Les mesures étaient programmées la veille de l'inspection mais elles n'ont pu être effectuées en raison des conditions météorologiques. Lors de l'inspection sur le terrain, la réalisation de travaux d'insonorisation d'équipements bruyants, notamment des ventilateurs de cyclones, a été constatée.

Toutefois, après examen du rapport des mesures des niveaux sonores et des émergences effectuées en 2017, il s'avère que les points de mesure retenus pour l'émergence ne respectent pas les dispositions de l'arrêté et ce choix s'avère pénalisant. En effet, ces points ont été choisis en limite du site alors que, pour les installations existantes, l'arrêté prescrit que les mesures doivent être effectuées "*dans les zones émergences réglementées situées à plus de 200 mètres de la limite de propriété concernée*". **Il ne peut donc pas être établi, sur la base de ce rapport, que le site est non-conforme vis-à-vis des émergences réglementaires.** La campagne programmée cette année devra donc tenir compte de ces dispositions.

Le constat est cependant maintenu en susceptible de suites en raison d'une non-conformité, non pas en ZER mais au point n°6, en limite de propriété, vis-à-vis des niveaux sonores. Le choix de ce point toutefois pose question sur le caractère représentatif des niveaux en limite de propriété (point situé près de la voie publique qui "coupe" le site en deux).

Observations :

Le rapport de mesures de bruit sera transmis à l'inspection des installations classées avant la fin de l'année 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Risque foudre - Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels

Prescription contrôlée :

[...]

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

[...]

Constats :

L'exploitant ne tient pas de carnet de bord.

Observations :

Il s'agit d'un document important permettant de tracer l'historique de la protection foudre, au gré des modifications du site. Y doivent y être mentionnés a minima (cf. annexe 5 de l'étude technique du 30 juin 2012) :

- les différentes études foudre (analyse du risque foudre, étude technique), la notice et vérification et de maintenance et leurs éventuelles mises à jour au gré des modifications du site ;
- le dossier des ouvrages exécutés des installations de protection contre la foudre ;
- les contrôles effectués (vérification visuelle, vérification complète, vérification après coup de foudre).

Ce document devra être établi avant la fin de l'année 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risque foudre - Mise à jour des études

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels
Prescription contrôlée : [...] Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. [...]
Constats : L'analyse du risque foudre a été réalisée le 29 novembre 2011 et l'étude technique le 30 juin 2012. Aucune mise à jour de ces études n'a été opérée depuis. Le site a connu de nombreuses modifications depuis 2011 avec notamment des constructions et extensions de bâtiments ainsi que des transferts d'activités de bâtiments à d'autres. Ces modifications sont susceptibles de remettre en cause l'analyse du risque foudre et potentiellement la protection de l'ensemble du site.
Observations : L'exploitant a indiqué avoir identifié la nécessité d'une mise à jour des études foudre. Elle est programmée pour 2024. Il convient d'effectuer ce travail en tout début d'année 2024 (analyse du risque foudre et étude technique). Les études correspondantes et, le cas échéant le plan d'actions pour la mise en place d'éventuelles protections complémentaires, seront transmises à l'inspection des installations classées sous un délai de 4 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Risque foudre - Vérification des installations de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. [...]
Constats : Le compte-rendu de vérification des installations de protection contre la foudre "Vérification 2022-PV 15-2022" signé le 24/09/2022 par l'organisme de contrôle a été transmis à l'inspection des installations classées. Ce rapport conclut à l'absence de non-conformité sur l'IEPF (installation extérieure de protection contre la foudre), préconise un complément de protection sur deux conducteurs de descente et conclut à la conformité de l'IIPF (installation intérieure de protection contre la foudre) à l'étude technique. L'examen de ce document appelle cependant les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le rapport fait état d'une vérification visuelle de l'IEPF du 14/09/2021 et d'une vérification de l'IIPF du 14/09/2020 alors que la vérification est censée avoir été effectuée en 2022 ;

- le contenu du rapport est strictement identique au rapport de vérification de 2021 à l'exception d'une préconisation en toute fin du rapport de vérification de 2021 qui n'apparaît plus dans le rapport de 2022. La périodicité réglementaire pour la vérification complète n'est pas donc pas respectée. Par ailleurs, la préconisation de 2021 ("*L'installation du TD CVC J7 est une ligne entrante du TGBT vers J7. Le TD est à protéger par parafoudre type 1+2*") a été suivie (cf. DOE du 21/12/2021), le nouveau parafoudre aurait dû avoir été vérifié en 2022 et apparaître dans la liste des dispositifs vérifiés en 2022, ce qui n'est pas le cas. Il en est de même pour un parafoudre installé au « TD PC Bat 23 » le 24/02/2022 : il n'est nullement mentionné dans le rapport de vérification du 24/09/2022 ;
- le rapport de vérification ne couvre pas les vérifications demandées par la notice de vérification et de maintenance fournie dans l'étude technique. Par exemple, l'étude technique demande à ce que l'inspection visuelle s'assure qu'aucune extension ou modification des structures protégées n'impose la mise en place de dispositions complémentaires de protection, ce qui ne semble pas être effectué par l'organisme de contrôle. Elle demande également à ce que la vérification complète comporte une mesure de la continuité électrique des conducteurs non visibles et une mesure de la résistance des prises de terre. Aucun des deux rapports de vérification de 2021 et 2022 ne comporte de telles mesures.

La vérification des installations de protection contre la foudre n'est donc pas conforme aux exigences réglementaires.

Observations :

Une vérification annuelle est programmée avant la fin de l'année 2023. Le rapport de vérification, justifiant d'une vérification complète et conforme, sera transmis à l'inspection des installations classées avant la fin de l'année 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Peroxydes - Etude technico-économique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 33

Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition

Prescription contrôlée :

I - Pour les installations existantes, dans un délai maximum de douze mois après publication du présent arrêté, une étude technico-économique précise :

- l'état de la situation au regard des dispositions énoncées aux titres II, III et IV ;
- les mesures de maîtrise des risques proposées pour répondre aux prescriptions des articles 6, 7, 8, 9, 10, 16 et 20 du présent arrêté ainsi que les justificatifs correspondants assortis de tous les éléments d'appréciation ;
- un échéancier de réalisation des mesures retenues par l'étude pour une mise en conformité dans un délai maximum de deux ans après publication du présent arrêté.

II - Le préfet peut autoriser la poursuite de l'exploitation de l'installation existante dans des conditions différentes de celles prévues aux articles 7, 8, 9 et 10 du présent arrêté, au vu de l'étude visée à l'alinéa précédent et aux conditions que l'exploitant démontre l'existence de dispositions compensatoires appropriées permettant d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Constats :

Le site des Herbiers est autorisé au titre de la rubrique 1212 pour le stockage et l'emploi d'un total de 6 tonnes de peroxydes de catégorie de risque III. Suite à une évolution de la nomenclature des installations classées par décret n°2014-285 du 3 mars 2014, le site utilisant des peroxydes de type C ou D, les peroxydes stockés et employés sur le site sont désormais classés sous la rubrique 4421 dont le seuil d'autorisation est fixé à 3 tonnes.

Le site des Herbiers est considéré comme existant au sens de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des substances ou mélanges relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4410, 4411, 4420, 4421 ou 4422.

L'étude technico-économique exigée par cet arrêté ministériel n'a pas été réalisée. Les dispositions de l'arrêté s'appliquent donc au site sans dérogation.

L'étude technico-économique demandée au point I de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2007 doit néanmoins être effectuée. Elle sera transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Peroxydes - Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition

Prescription contrôlée :

Des procédures particulières définissent une gestion précise des stocks. L'état des stocks (quantité, emplacement, qualité) est tenu à jour et disponible à l'extérieur des installations (dépôt, aire de stockage ou atelier) à tout instant, y compris en situation dégradée.

Constats :

La procédure "Gestion du catalyseur" (IN-HSE-33, indice 2 du 07/01/2020) a été consultée. Elle définit les dispositions à respecter lors de la livraison des peroxydes et les contrôles de température à effectuer. Elle pourrait utilement être complétée par une vérification de l'étiquetage du catalyseur pour s'assurer que le peroxyde livré fait partie des catalyseurs autorisés dans le stockage.

L'exploitant tient à jour un état des stocks de peroxydes informatisé. Il est régulièrement mis à jour. Le jour de l'inspection, il n'a été constaté aucun écart notable entre les quantités présentes dans le dépôt et l'état des stocks. La quantité totale présente est de 1,59 tonnes (pour une quantité autorisée en stockage de 3,5 tonnes).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Peroxydes - Température de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition
Prescription contrôlée : <p>La température des peroxydes organiques ou des substances ou mélanges autoréactifs est suivie de manière directe, ou à défaut de manière indirecte par une mesure de la température ambiante, afin de détecter le dépassement des seuils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- T1, la température de première alerte ;- T2, la température d'urgence. <p>Les températures T1 et T2 sont déterminées à partir de la température de décomposition auto-accelérée (TDAA) des peroxydes organiques et définies ci-après : (pour le cas des peroxydes utilisés par le site des Herbiers)</p> <ul style="list-style-type: none">- T1 = 35°C- T2 = 40°C <p>L'exploitant justifie les dispositifs qu'il convient de mettre en œuvre pour ne pas dépasser les températures T1 et T2. Il définit au travers de procédures des actions appropriées à mettre en œuvre en cas de dépassement des seuils ci-dessus. Il prévoit notamment une alarme visuelle et sonore qui est déclenchée automatiquement lorsque la température dépasse chacun des deux seuils T1 et T2, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>Pour les aires de stockage, l'exploitant protège les emballages du rayonnement solaire direct et s'assure que la température dans l'environnement immédiat des emballages ne dépasse pas 40°C.</p>
Constats : <p>Le stockage des peroxydes est uniquement effectué dans un local dédié, accolé au bâtiment 27 de stockage de liquides inflammables. Les peroxydes stockés et employés sur le site des Herbiers sont de type D ou E avec une TDAA de 50 à 60°C selon le peroxyde.</p> <p>La mesure de la température s'effectue au moyen d'un thermomètre accroché dans le dépôt avec un contrôle effectué par un opérateur une à deux fois par jour selon les conditions météorologiques. Cette mesure n'est pas reliée à une alarme sonore et visuelle en cas de dépassement des températures T1 et T2. Il est nécessaire de mettre en place une sonde de température au sein du dépôt, reliée à une alarme sonore et visuelle.</p> <p>La procédure "gestion du catalyseur" précise qu'en cas de dépassement de la température T2 (40°C), l'opérateur doit avertir le responsable environnement central mais elle n'indique pas les actions à engager. L'exploitant précise qu'en cas de dépassement de la température T2, un arrosage du dépôt serait effectué au moyen d'un RIA. Ces actions doivent être formalisées au travers d'une procédure.</p> <p>L'opérateur en charge du dépôt indique que lors de la canicule de 2022, le maximum de température relevé a été de 31°C.</p>
Observations : <p>L'exploitant indique que les autres dépôts classés de peroxydes des sites vendéens du groupe Bénéteau sont équipés d'une sonde de température. Il prévoit d'installer une telle sonde sur le site des Herbiers. Elle devra être reliée à une alarme sonore et visuelle. Les justificatifs relatifs à l'engagement des travaux devront être transmis à l'inspection des installations classées avant la fin de l'année.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Peroxydes - Température de stockage selon les FDS

Référence réglementaire : Règlement européen REACH du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]
Constats : Les fiches de données de sécurité (FDS) des 4 peroxydes employés sur le site (Pervelox EVO 50, Butanox LPT-IN, Butanox M50 et Trigonox 44B) ont été transmises à l'inspection des installations préalablement à l'inspection. Le point 7.2 "conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités" des FDS du Butanox LPT-IN, du Butanox M50 et du Trigonox 44B indique une température maximum de stockage à 25°C. Une FDS étant prescriptive, l'exploitant est tenu de la respecter. Néanmoins, l'étiquetage présent sur les bidons laisse entendre que cette limite de 25°C aurait été fixée par le fournisseur pour des raisons de qualité du produit. La température au sein du dépôt ayant déjà dépassé 25°C, ce constat est considéré comme non conforme.
Observations : L'exploitant a été invité à se rapprocher de son fournisseur pour savoir si la température de stockage a été fixée à 25°C pour des raisons de qualité ou de sécurité. Postérieurement à l'inspection, par courriel du 20/10/2023, l'exploitant a indiqué avoir « échangé avec Nouryons, [son] fournisseur de peroxyde qui [lui] a confirmé que la température de stockage à 25 °C est bien une recommandation de qualité et non de sécurité, la TDAA à 60 °C étant la température à ne jamais atteindre ». L'exploitant doit donc demander à son fournisseur de réviser sa FDS pour tenir compte d'une température de stockage fixée pour des raisons de sécurité et non de qualité. Par ailleurs, pour le Butanox LPT-IN, la FDS fournie mentionne un peroxyde de type D alors que l'étiquetage sur les bidons présents dans le dépôt lors de l'inspection mentionne un peroxyde de type E. Il y a lieu de clarifier cela (la FDS fournie est-elle à jour ?).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Peroxydes - Contrôle préalable de la température

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition
Prescription contrôlée : L'introduction dans un lieu de stockage de peroxydes organiques ou de substances ou mélanges autoréactifs s'effectue de façon à éviter une décomposition auto-accélérée par effet thermique. Des dispositions sont mises en œuvre afin d'éviter tout risque d'introduction dans un dépôt ou dans l'aire de stockage d'un produit dont la température est supérieure à T2. Le cas échéant, le produit peut être stabilisé par tout moyen approprié.

Constats :
Le contrôle de la température à l'arrivée d'une livraison de peroxydes se fait uniquement au niveau du bunker, ce qui ne permet pas d'éviter tout risque d'introduction dans le dépôt d'un produit dont la température est supérieure à T2 (40°C). Il n'y a pas de vérification de la température du peroxyde.
Observations :
L'exploitant précisera sous 1 mois ce qu'il compte mettre en œuvre pour répondre à cette prescription.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Peroxydes - Emploi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition
Prescription contrôlée :
L'emploi des peroxydes organiques ou des substances ou mélanges autoréactifs est interdit à l'intérieur d'une cellule ou d'une aire de stockage.
Constats :
Une prise d'échantillon est effectuée, à chaque livraison, à l'intérieur du dépôt. Le matériel nécessaire à cette prise d'échantillon est entreposé dans le dépôt. Cette opération doit être effectuée à l'extérieur du dépôt et le matériel nécessaire doit être sorti, ce à quoi l'exploitant s'est engagé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Peroxydes - Engins de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition
Prescription contrôlée :
Les appareils mécaniques utilisés à l'intérieur du dépôt ou sur l'aire de stockage, pour la manutention, ne présentent aucune zone chaude non protégée. Ils sont rangés après chaque séance de travail à l'extérieur du dépôt ou en dehors de la zone d'aire de stockage.
Constats :
La manutention des peroxydes est effectuée avec un transpalette mécanique sans aucune source d'énergie (pas de batterie ni de combustible type bonbonne de gaz). Il ne présente aucune zone chaude. Ce transpalette mécanique était présent dans le dépôt le jour de l'inspection, l'opérateur indiquant toujours le laisser dans le dépôt. Il a été immédiatement sorti et l'exploitant s'est engagé à ne plus le laisser dans le dépôt.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Peroxydes - Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition
Prescription contrôlée : Dans le cas où une cellule est installée dans un bâtiment non dédié uniquement au stockage de peroxydes organiques ou de substances ou mélanges autoréactifs, celle-ci est isolée des autres espaces du bâtiment par des parois (murs, plafonds ou planchers) de classe REI 60. Si des ouvertures sont pratiquées dans les murs ou la porte de la cellule, pour assurer une ventilation, elles sont munies de grilles pare-flammes et construites en chicane.
Constats : Le dépôt de peroxydes est attenant au bâtiment 27. Le mur côté bâtiment 27 est un mur plein (sans grille d'aération), construit en parpaings creux selon l'exploitant. Ce type de matériaux est réputé être de degré coupe-feu supérieur à 1 h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Peroxydes - Chauffage du local de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition
Prescription contrôlée : Si le maintien du dépôt à une température minimale est nécessaire telle que définie dans l'étude de dangers, le chauffage du dépôt s'effectue par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau basse pression) ou par tout autre procédé présentant des garanties de sécurité comparables pour empêcher l'apparition de sources d'ignition. [...]
Constats : Le dépôt n'est pas chauffé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Peroxydes - Risque de solidification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2007, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition
Prescription contrôlée : Les générateurs de chaleur ou de froid (chaufferie, groupe froid) sont installés à l'extérieur du dépôt et séparés par un mur de classe REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Une commande d'arrêt est située à l'extérieur du dépôt. Des mesures sont prévues pour pallier une défaillance du système de réfrigération. Si un peroxyde organique « ou une substance ou mélange autoréactif » est susceptible de se solidifier, même partiellement, ou de présenter une ségrégation de phase sous l'effet d'une baisse de température, la cellule ou le dépôt est maintenu(e) à une température minimale permettant d'éviter ces phénomènes.

Constats :

Le dépôt n'est ni chauffé, ni climatisé.

Les peroxydes présents sous forme liquide avec risque de solidification présentent une température de fusion, selon les fiches de données de sécurité, inférieure à -10°C.

Compte tenu de la configuration du dépôt (murs pleins et couverture en béton banché, présence d'un préau en matériaux similaires côté accès au dépôt permettant de protéger la porte soufflable des rayons du soleil, isolation par l'extérieur du dépôt), l'atteinte d'une température inférieure à -10°C à l'intérieur du dépôt apparaît peu probable. Le constat est considéré comme conforme.

Observations :

Il serait judicieux de programmer une alarme de température basse sur la future sonde de température qui équiperait le dépôt.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Peroxydes - Détection et lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2001, article 3.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Risque de décomposition

Prescription contrôlée :

L'installation doit être équipée de sprinklers, actionnés automatiquement par un détecteur de fumées ou de tout autre dispositif dont l'efficacité équivalente a été démontrée. Dans ce cas, le débit d'eau à assurer est au minimum de 10 l/mn/m² de surface au sol pour une durée minimale d'une heure.

Constats :

Le dépôt est équipé d'un système d'extinction automatique de type sprinklage. La température de déclenchement est fixée à 93°C.

Le débit de sprinklage n'a pas pu être vérifié.

Observations :

L'exploitant justifiera du débit de sprinklage.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Risques accidentels, Perte de confinement

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

[...]

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Le volume de la rétention du dépôt de peroxydes est conforme (volume supérieur à 50% du volume autorisé de peroxydes).

A l'emplacement d'anciennes cuves de stockage de résines, il a été constaté la présence d'un stockage d'environ 10 m³ de résines en GRV de 1 m³ et fûts de 200 litres sur une aire extérieure imperméabilisée, dépourvue de rétention et dotée d'un avaloir raccordé au réseau d'eaux pluviales.



L'exploitant a indiqué que ce réseau est équipé d'un dispositif manuel d'obturation permettant de confiner un éventuel de résines. Ce dispositif ne permettant pas de retenir une fuite de résines hors présence humaine, il ne peut en aucun cas être assimilé à une capacité de rétention. Le constat est donc qualifié de non conforme.

Observations :

L'exploitant transmettra les justificatifs de la mise sur rétention du stockage de résines en récipients mobiles sous 15 jours.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet